



Les Français s'intéressent-ils à l'économie ?

Depuis 2012, la Banque de France fait réaliser un sondage sur les Français et l'économie qui est présenté à l'occasion des Journées de l'économie de Lyon. Le sondage 2019 portait sur plusieurs sujets, certains récurrents comme l'intérêt des Français pour l'économie, d'autres plus d'actualité comme les réformes économiques en France, l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi et les défis induits par le changement climatique. Cette enquête met principalement en évidence le besoin de renforcer les actions de pédagogie économique — afin de réduire les inégalités traditionnelles liées aux niveaux de revenu, de diplôme et de position dans la société — et la nécessité d'accroître l'information et la communication de façon à éclairer les débats économiques. Pour la Banque de France, c'est aussi une motivation supplémentaire pour développer ses différents programmes d'éducation financière, mais également pour faire connaître d'autres actions sociétales, par exemple en faveur du verdissement du secteur financier.

Dominique ROUGÈS
Direction de la Communication

Giulia SESTIERI
Direction des Études monétaires et financières

Codes JEL
D10, D84,
E21, F15

54 %
des Français
s'intéressent à l'économie

53 %
des Français
pensent que l'inflation
est supérieure à 2 %

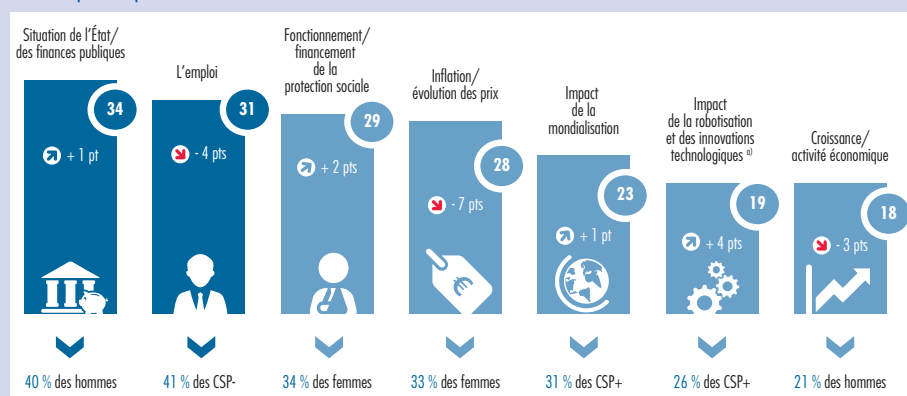
62 %
des Français voient
le changement climatique
comme le principal défi

Besoins d'information prioritaires des Français

(en points de pourcentage)

Dans la liste suivante, **quels sont les deux principaux sujets d'économie sur lesquels vous souhaiteriez être mieux informé(e) ?**

(Deux réponses possibles)



a) En 2018, l'item était « L'impact de la robotisation ».

Note : 📈 📉 Évolution observée par rapport à 2018. Sans réponse : 4 %.

Sources : Banque de France – TNS Sofres.



La Banque de France s'associe chaque année, en tant que mécène et partenaire, aux Journées de l'économie (JÉCO) qui se tiennent à Lyon. En 2019, elle a ouvert comme d'habitude cette manifestation par la présentation des résultats d'un sondage sur les Français et l'économie, qu'elle a fait réaliser par Kantar Sofres. L'enquête a été effectuée par téléphone du 4 au 8 octobre 2019, auprès d'un échantillon national de 1 005 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus. La représentativité est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le sondage 2019 portait sur plusieurs thèmes, présentés dans cet article en quatre grands axes : l'intérêt des Français pour l'économie, leur perception de l'inflation passée et future (deux sujets récurrents d'une année à l'autre), un axe plus d'actualité, sur les réformes économiques en cours en France et les défis mondiaux majeurs, et un axe plus structurel et prospectif, sur l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi.

1 Une majorité de Français déclarent un intérêt pour l'économie

L'intérêt et les connaissances en économie dépendent largement de facteurs structurels comme l'âge et les niveaux de revenu et de diplôme

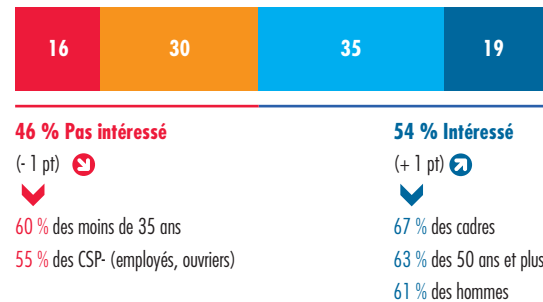
L'économie intéresse beaucoup ou assez 54 % des Français. Ce niveau est à peu près stable depuis 2016 (variations de +/- 2 points de pourcentage). Au-delà de ce ratio moyen, des profils plus marqués apparaissent : si les hommes (61 %) sont plus intéressés que les femmes (48 %), les Français qui se disent intéressés se recrutent parmi les 65 ans et plus (67 %), les cadres supérieurs (67 %), les titulaires de revenus élevés (3 700 euros et plus) (71 %) et les diplômés de l'enseignement supérieur (61 %).

À l'inverse, les Français qui se disent peu ou pas intéressés se trouvent parmi les moins de 35 ans (60 %), les professions intermédiaires (61 %), les ménages modestes (moins de 1 500 euros) (53 %) et ceux qui n'ont pas de diplôme de l'enseignement supérieur (51 %).

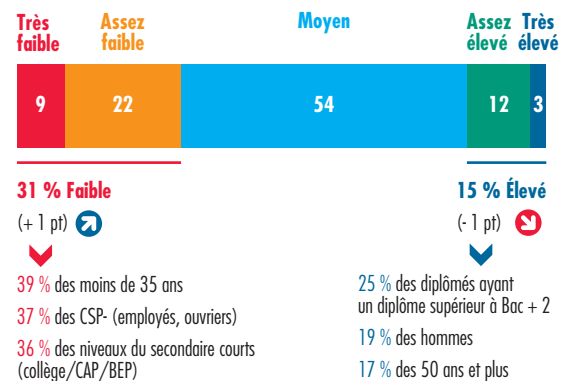
G1 Intérêt et connaissance en économie des Français

(en %)

a) De manière générale, vous intéressez-vous **beaucoup, assez, peu** ou **pas du tout** à l'économie ?



b) Personnellement, comment jugeriez-vous votre **niveau de connaissance** en économie ?



Note : ↑ ↓ Évolution observée par rapport à 2018.
Sources : Banque de France – TNS Sofres.

Structurellement, le niveau d'appétence est largement fonction de facteurs lourds comme l'âge, le niveau de revenu et de diplôme. Les personnes qui ne se voient pas, ou pas encore, tenir une place suffisamment valorisée dans l'économie n'ont en retour pas d'immense intérêt pour elle (cf. encadré 1).

Un peu plus d'un Français sur deux perçoit son niveau de connaissance comme moyen. Structurellement, les catégories de la population qui jugent avoir un niveau élevé de connaissance en économie sont toujours les mêmes, année après année, et dans des proportions qui varient peu. C'est le cas de 19 % des hommes, contre 10 % des femmes. Plusieurs hypothèses peuvent être émises pour expliquer cet écart structurel entre hommes et femmes. Il peut s'agir d'une différence d'autovalorisation, conduisant plus de femmes à juger leur niveau de connaissance comme moyen (56 %, contre 53 % des hommes).



ENCADRÉ 1

Le lien entre éducation financière et comportement financier

De nombreux chercheurs ont exploré les enjeux que représentent des connaissances insuffisantes en matière économique et financière pour les agents économiques. Ainsi, Arrondel (2017) ¹ exploite les résultats d'une enquête et montre un lien positif entre, d'une part, l'éducation financière et, d'autre part, la capacité à planifier sur une longue période et la détention d'actifs de long terme (actions). Engelbrecht (2014) ² examine comment l'éducation financière permet aux ménages, et notamment aux personnes vulnérables, de prendre des décisions financières en étant informés de leur signification. Tirole (2016) ³ explique que le grand public pâtit de l'absence d'éducation économique, et évoque un « maillon manquant dans la chaîne de la compréhension » en y voyant le résultat d'une méfiance des Français vis-à-vis de l'économie. Les travaux de l'Organisation de coopération et de développement économique – OCDE (2005) ⁴ sont abondants sur le sujet du déficit d'éducation financière et de la nécessité de la développer, aussi bien dans les pays émergents que dans les pays développés, et alimentent une intense activité de réflexion et de promotion. Les Nations unies ont adopté une déclaration solennelle sur ce même thème ⁵.

1 « Éducation financière et comportements patrimoniaux : mauvaise éducation et zéro de conduite ? », Luc Arrondel, *Revue d'économie financière*, 2017/3. Cf. aussi Arrondel (L.), Debbich (M.) et Savignac (F.), « L'éducation financière influence-t-elle les décisions des individus ? », *Rue de la Banque*, Banque de France, 2013.

2 « The scope of financial literacy education: a poverty alleviation tool in social work? », Lambert Engelbrecht, *Social Work/Maatskaplike Werk*, 2008, vol. 44, n° 3.

3 *Économie du bien commun*, Jean Tirole, 2016.

4 *Pour une meilleure éducation financière : enjeux et initiatives*, OCDE, 2005.

5 « Déclaration du millénaire » des Nations unies. Résolution adoptée par l'Assemblée générale (A/55/L.2), 2000.

et/ou plus d'hommes à surévaluer leur niveau de connaissance ¹. Cela peut également refléter la composition des catégories les plus qualifiées et qui jugent leurs connaissances élevées : diplômés du supérieur (25%), titulaires de revenus élevés (29%) et cadres supérieurs (20%).

La méfiance et/ou le manque d'intérêt vis-à-vis de l'économie de certaines catégories de la population soulignent le besoin et les attentes en matière d'information du grand public à l'égard des experts et des autorités publiques. C'est la raison pour laquelle la Banque de France a inclus l'éducation financière et économique des publics parmi ses missions (cf. encadré 2).

Le besoin d'information des Français se porte en priorité sur l'État et les finances publiques

La situation de l'État et des finances publiques ressort comme le premier sujet sur lequel les Français

souhaiteraient être mieux informés (score de 34%, avec deux réponses possibles), suivi de l'emploi (31%). Les sujets d'information cités sont ceux perçus comme ayant des répercussions directes sur la situation individuelle. Par exemple, les jeunes sont plus intéressés par le sujet de l'emploi (37% pour les 25 à 34 ans), alors que les personnes proches de l'âge de la retraite (50 à 64 ans) souhaiteraient davantage d'information sur la situation de l'État et des finances publiques (38%) et les retraités sur le fonctionnement et le financement de la protection sociale (34%). Les professions et catégories socioprofessionnelles moins bien placées sur « l'échelle sociale » (dites « PCS- »), comme les ouvriers et les employés, ont un besoin prioritaire d'information sur l'emploi (44% et 37%, respectivement) alors que les cadres supérieurs aimeraient davantage d'information sur des sujets comme l'impact de la mondialisation (34%) et de la robotisation et des innovations technologiques (31%).

1 Le lien entre confiance et genre a été étudié par exemple dans la littérature en finance et économie comportementale, cf. par exemple Barben et Odean (2001), Cho (2017), et Reuben, Sapienza et Zingales (2019), avec comme résultat qu'une confiance excessive (« *overconfidence* ») est généralement plus élevée chez les hommes que chez les femmes.



ENCADRÉ 2


La Banque de France et sa mission d'éducation économique des publics

L'une des missions de la Banque de France est de rendre l'économie plus compréhensible et plus accessible aux yeux de tous. Aussi, afin d'améliorer la compréhension des mécanismes économiques notamment des populations les plus jeunes et les plus fragiles, la Banque de France a intensifié ses actions à l'égard du grand public. En 2016, elle a été désignée opérateur de la stratégie nationale d'éducation financière du public. Cette stratégie repose sur cinq « piliers » :



La Banque de France a ouvert deux portails d'information :

 **Mes questions d'argent**
Le portail national de l'éducation économique, budgétaire et financière

 **Mes questions d'entrepreneur**
Le portail de l'éducation économique et financière des entrepreneurs

Le 25 novembre 2019 à Citéco, le Comité stratégique de l'éducation financière présidé par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, a tiré un bilan positif de l'engagement de la Banque de France dont les équipes ont permis depuis 2016 de sensibiliser 113 000 personnes à l'éducation économique, budgétaire et financière¹.

¹ Cf. communiqué et dossier de presse du 25 novembre 2019, Banque de France.

Un besoin d'information en hausse sur les innovations technologiques, mais en baisse sur l'emploi et l'inflation

Le contexte économique explique en grande partie les évolutions constatées par rapport au sondage 2018.

Les bons chiffres de l'emploi en France (créations nettes d'environ 260 000 emplois salariés et recul du chômage de 0,7 point de pourcentage entre les deux sondages) permettent ainsi de comprendre pourquoi l'emploi est devenu un sujet économique moins prioritaire (- 4 points).

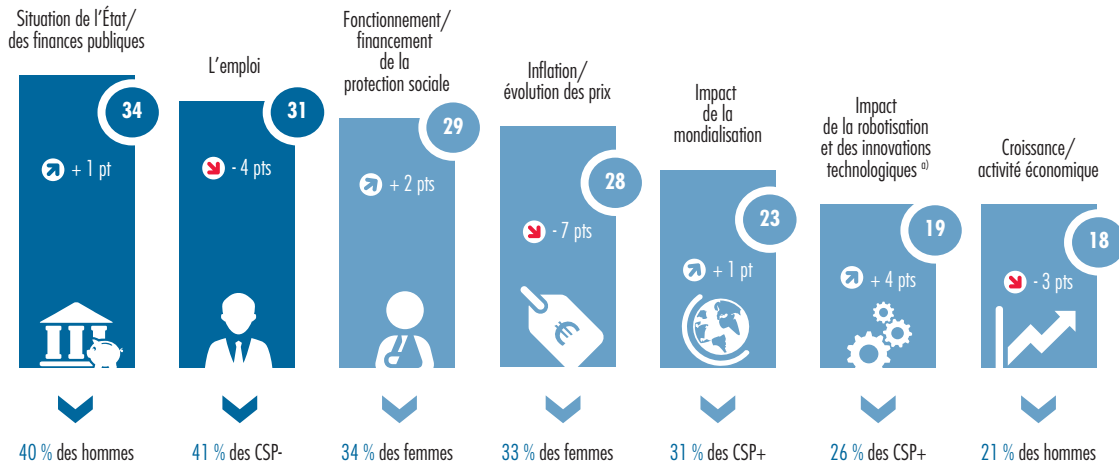


G2 Besoins d'information prioritaires des Français

(en points de pourcentage)

Dans la liste suivante, **quels sont les deux principaux sujets d'économie sur lesquels vous souhaiteriez être mieux informé(e) ?**

(Deux réponses possibles)



a) En 2018, l'item était « L'impact de la robotisation ».

Note : ↗ ↘ Évolution observée par rapport à 2018. Sans réponse : 4 %.

Sources : Banque de France – TNS Sofres.

L'inflation fait l'objet de la plus forte baisse du besoin d'information entre 2018 et 2019 (-7 points), passant de la 1^{re} à la 4^e position, alors que l'an passé, le sujet était jugé prioritaire, en écho aux préoccupations sur le pouvoir d'achat, l'un des sujets évoqués par le mouvement des « gilets jaunes » qui s'amorçait. Pouvoir d'achat qui, selon l'évaluation de la Banque de France², a connu un gain en 2019 de +2,3 % en moyenne par habitant.

2 Les perceptions et les anticipations d'inflation apparaissent surestimées

La moitié des Français surestiment clairement la hausse des prix depuis un an : alors que l'inflation en septembre 2019 était de 0,9 % en France et a fluctué autour de 1 % depuis le début de l'année 2019, 53 % des répondants au sondage perçoivent l'inflation comme supérieure à 2 %. Seulement 25 % des répondants l'appréhendent de manière plus précise (augmentation du niveau moyen des prix de moins de 2 % depuis un an) et 14 % voient l'inflation proche de zéro. Une perception plus précise de l'inflation semble être corrélée avec le niveau de revenu et d'étude et par conséquent le type

de profession exercée (38 % des cadres supérieurs) mais pas avec l'âge et le genre dans le cadre de ce sondage.

Cette surestimation de l'inflation courante n'est pas atypique car, sauf en 2018, les Français ont toujours perçu dans ce sondage l'inflation comme plus forte qu'elle ne l'était. Une explication possible est que les petites hausses de prix sur certains biens de consommation courante ont été davantage ressenties que les baisses de prix des produits d'électronique grand public (ordinateurs, smartphones, hi-fi, etc.) ou des services très concurrentiels (accès internet, voyages).

En 2019, une question sur les anticipations d'inflation a été posée pour la première fois dans le sondage. Les réponses sur la hausse des prix attendue dans un an reproduisent largement celles sur la perception de l'inflation aujourd'hui. Pour 78 % des Français, l'inflation sera positive, et 48 % anticipent un niveau supérieur à 2 %. Cette forte corrélation entre perceptions et anticipations d'inflation est un phénomène connu dans la littérature (cf. encadré 3).

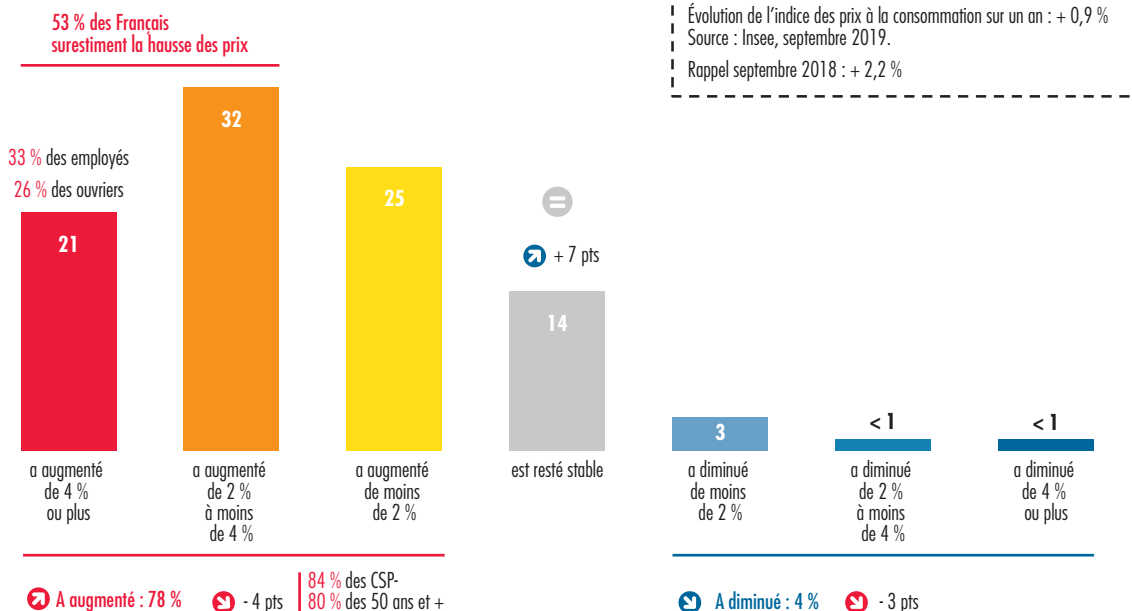
2 Cf. <https://publications.banque-france.fr/projections-macro-economiques-septembre-2019>



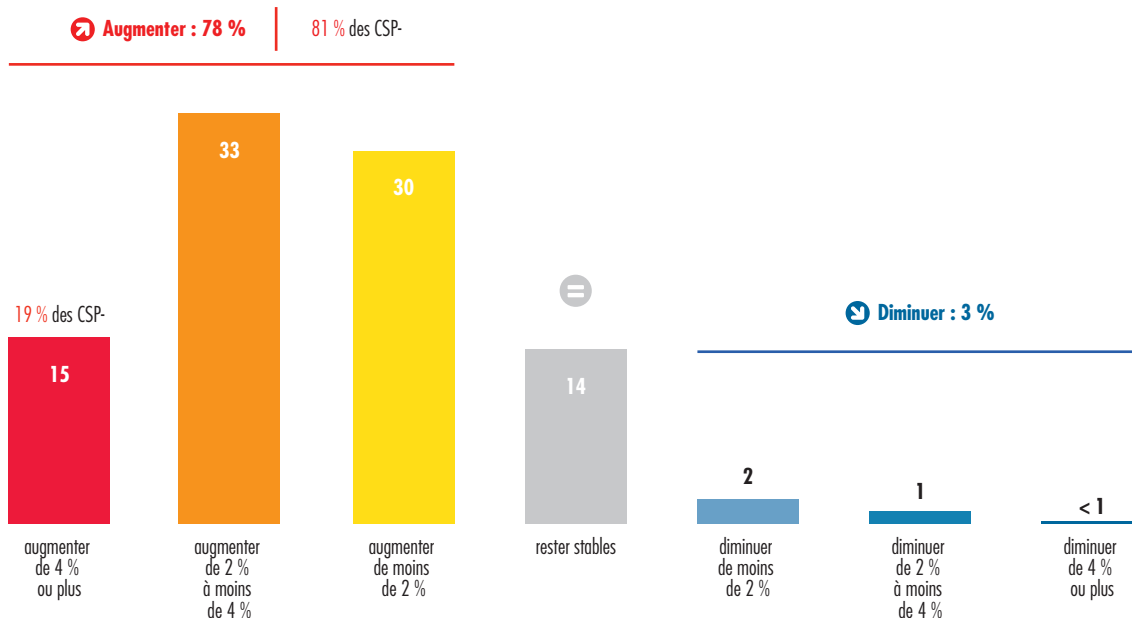
G3 La perception de l'inflation courante et l'anticipation de l'inflation dans un an

(en %)

a) À votre avis, **le niveau moyen des prix** depuis un an en France :



b) Dans un an exactement et par rapport à aujourd'hui, selon vous, **les prix à la consommation vont** :



Note : ⬇️ ➡ Évolution observée par rapport à 2018.
Sans réponse : 4 % (G3a). Sans opinion : 5 % (G3b).
Sources : Banque de France – TNS Sofres.



ENCADRÉ 3

Perceptions et anticipations d'inflation : quelques enseignements de la littérature

Le fait que l'inflation soit généralement surestimée par les ménages est un fait connu dans la littérature économique. Par exemple, Arioli *et al.* (2017)¹, utilisant des données microéconomiques dans le cadre des enquêtes menées par la Commission européenne, montrent que les estimations quantitatives de l'inflation par les ménages européens sont supérieures à l'inflation réelle sur l'ensemble de la période considérée qui va de 2003 à 2017. Toutefois, les auteurs mettent également en évidence que, même si les ménages se trompent généralement sur le niveau d'inflation, ils ont plutôt tendance à bien capturer les évolutions de l'inflation au cours du temps, ce qui confirme l'intérêt de regarder également les résultats des enquêtes auprès des non-professionnels (ménages et entreprises).

Le lien entre perceptions et anticipations d'inflation est aussi un phénomène étudié par la littérature. Axelrod *et al.* (2018)² par exemple, établissent que, dans le cadre des enquêtes menées par l'Université du Michigan, les personnes qui perçoivent une inflation plus élevée dans le passé ont tendance à s'attendre à une inflation plus élevée dans l'avenir et que les personnes dont les perceptions d'inflation changent ont tendance à modifier leurs attentes dans le même sens.

1 Arioli (R.), Bates (C.), Dieden (H.), Duca (L.), Friz (R.), Gayer (C.), Kenny (G.), Meyler (A.), Pavlova (I.) (2017), « EU consumers' quantitative inflation perceptions and expectations: an evaluation », *ECB Occasional Paper*, n° 186.

2 Axelrod (S.), Lebow (D.) et Peneva (E.) (2018), « Perceptions and Expectations of Inflation by U.S. Households », *Federal Reserve Finance and Economics Discussion Series*, n° 073.

3 Divisés sur les réformes, les Français sont sensibles aux grands enjeux mondiaux

La réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage est la seule perçue comme pouvant améliorer la situation économique

Comme les années précédentes, le sondage captait la perception qu'ont les Français des réformes déjà réalisées ou à l'état de projet. La réforme de la formation

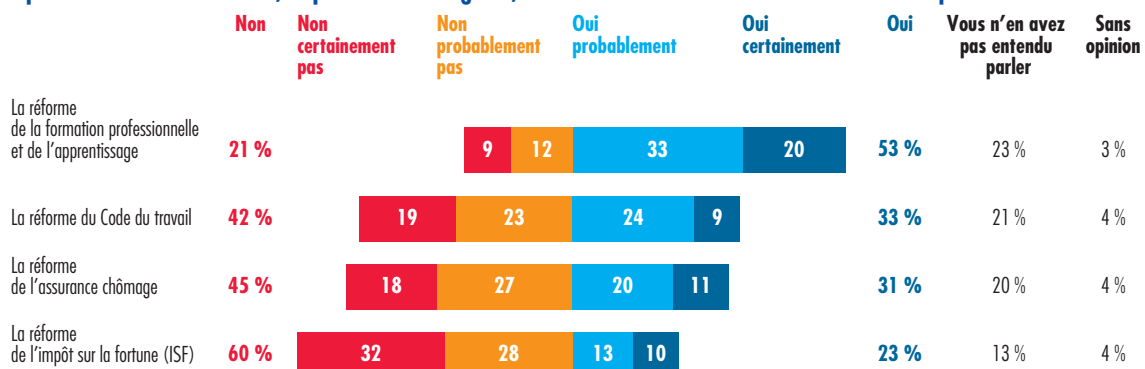
professionnelle et de l'apprentissage emporte l'adhésion d'une nette majorité des sondés (53%). Il est vrai qu'il s'agit d'une réforme qui fait plutôt consensus : on s'accorde à en attendre beaucoup sur l'efficacité des dispositifs et la revalorisation des filières professionnelles³ et, contrairement à d'autres réformes marquant une rupture, elle n'a pas donné lieu à contestation.

3 Constat pointé dans la *Lettre au Président de la République* adressée en 2019 par le gouverneur de la Banque de France : « La priorité est d'agir sur les quatre leviers qui permettront de diminuer le chômage structurel : l'apprentissage, la formation professionnelle, l'éducation et l'assurance chômage ».

G4 Les réformes économiques entrées en vigueur en France

(en %)

Diriez-vous que les réformes suivantes, déjà entrées en vigueur, vont améliorer ou non la situation économique de la France ?



Sources : Banque de France – TNS Sofres.



S'agissant des réformes projetées, les Français en majorité (58 %) mettent en tête de leurs priorités la réforme du système de santé. Le pourcentage monte à 60 % chez les retraités et les PCS-, mais aussi chez les moins de 25 ans. Ces chiffres agrègent probablement des attentes différentes et parfois contradictoires (gestion modernisée et rationalisée pour les uns, offre de santé accrue, meilleurs remboursements pour les autres, etc.). La réforme des retraites arrive en deuxième position (48 %), là encore avec une somme d'attentes contradictoires. On observe que le pourcentage s'élève avec l'âge de la personne interrogée et qu'il est également très élevé chez les PCS- (55 %) et les titulaires de faibles revenus (56 %), qui sont les plus concernés par les très petites pensions.

Le changement climatique est considéré comme le défi économique mondial prioritaire

Les Français se montrent sensibles aux grands enjeux mondiaux et il n'est pas étonnant que le changement climatique leur apparaisse comme le principal défi. Toutefois, le degré de priorité atteint dans l'opinion par cette question

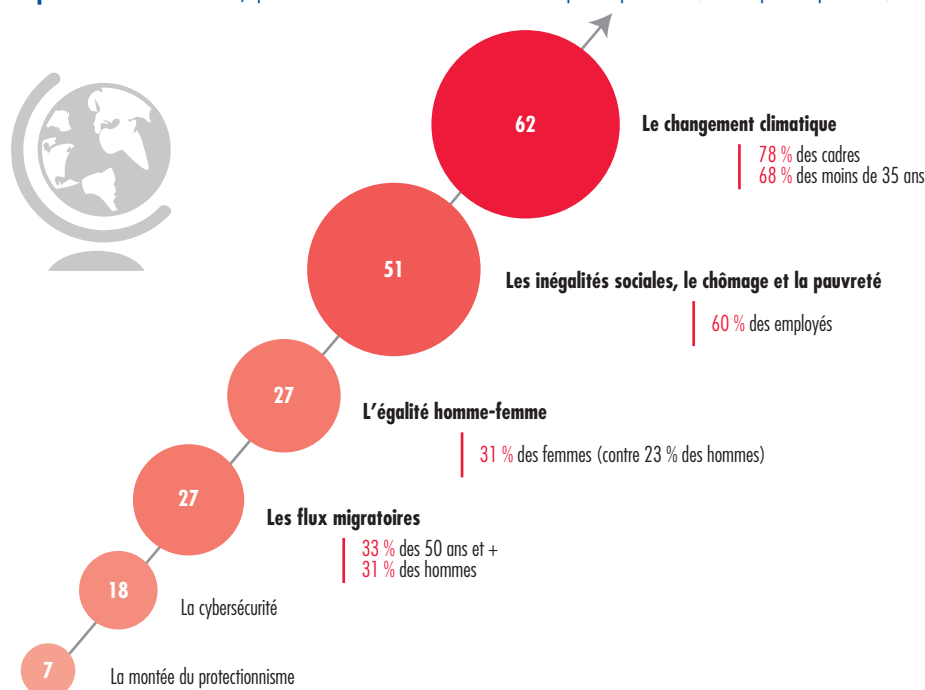
est sans précédent : 62 % (contre 58 % en 2018) ; il s'élève même à 68 % chez les moins de 35 ans. Il augmente avec le niveau de revenu et le positionnement social, montant à 70 % chez les PCS+. Les inégalités constituent le deuxième défi à traiter, avec notamment les inégalités sociales (sujet majeur pour 51 % des Français) mais aussi l'égalité homme-femme qui, pour la première fois, était spécifiquement mentionnée dans le sondage et qui préoccupe 27 % des sondés (31 % des femmes).

Pour agir contre le changement climatique, les Français attendent en premier lieu des efforts de la part des pouvoirs publics et de l'État (41 %). Mais on observe un clivage d'âge puisque les moins de 25 ans notamment attendent davantage des entreprises (42 % de cette tranche d'âge, contre 27 % pour l'ensemble des sondés). Pour 19 % des personnes interrogées, ce sont les citoyens qui doivent faire des efforts, et ce chiffre croît avec l'âge. Les attentes dirigées vers le secteur financier n'arrivent qu'en 4^e position, à un niveau de 12 %. On peut y voir la marque d'un défaut d'information sur les relations entre la finance et le risque climatique ou la transition énergétique (cf. encadré 4).

G5 Les défis économiques mondiaux

(en %)

Parmi les **défis économiques mondiaux** suivants, quels sont les deux dont il faudrait s'occuper en priorité ? (Deux réponses possibles)



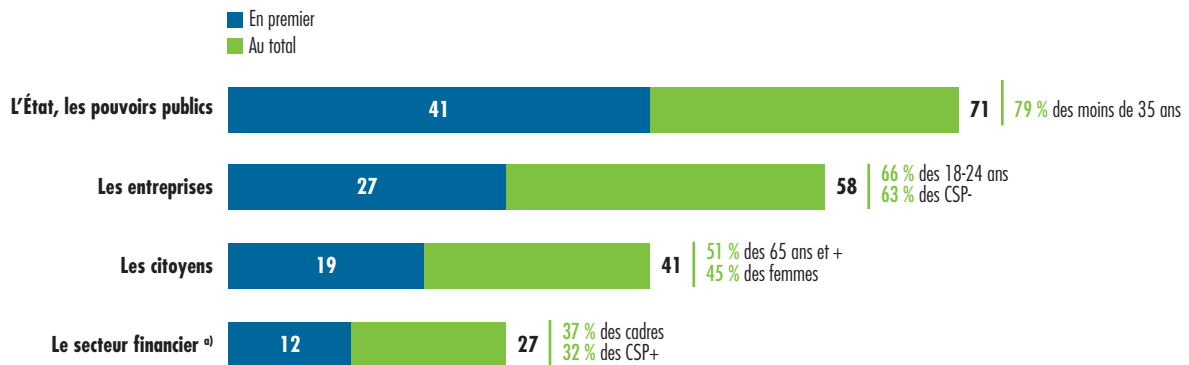
Sources : Banque de France – TNS Sofres.



G6 Les acteurs prioritaires pour lutter contre le changement climatique

(en %)

Parmi les **acteurs** suivants, lesquels devraient faire des efforts en priorité pour lutter contre le changement climatique ? (Deux réponses possibles)



a) À travers les conditions de financement des entreprises et des particuliers et à travers les conditions d'assurance.

Note : Sans réponse : 2 %.

Sources : Banque de France – TNS Sofres.

ENCADRÉ 4

Les actions de la Banque de France pour le verdissement du secteur financier

L'action de la Banque de France face au risque climatique s'exerce dans plusieurs directions :

- sensibiliser les acteurs financiers ;
- mobiliser les experts et les décideurs ;
- mettre en œuvre une démarche d'investissement responsable.

La prise en compte du risque climatique a un impact sur les risques des institutions financières et sur les conditions de financement de la transition énergétique. Il s'agit donc de mobiliser l'ensemble des acteurs financiers et ceux qui les régulent ou les supervisent. C'est tout le sens du Réseau international de banques centrales et de superviseurs financiers pour le verdissement du système financier (NGFS) que la Banque de France a lancé, avec d'autres institutions, en 2017 et dont elle assure le secrétariat ¹. C'était aussi le thème de la dernière édition de sa *Revue de la stabilité financière*, intitulée « Verdir le système financier : la nouvelle frontière » ².

Concrètement, quelles sont les actions à mener et que fait la Banque de France ?

- **Intégrer les risques liés au changement climatique à la surveillance des établissements financiers et des assurances**, en réalisant une « photographie des expositions ». C'est ce qui a été engagé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.
- **Intégrer des facteurs de développement durable dans la gestion des portefeuilles d'investissement pour compte propre des banques centrales**. Pour sa part, la Banque de France a publié en mars 2019 son premier rapport d'investissement responsable ³.

¹ Cf. synthèse du *premier rapport du NGFS*.

² 23^e édition de la *Revue de la stabilité financière* de la Banque de France : « Verdir le système financier : la nouvelle frontière », juin 2019.

³ *Rapport d'investissement responsable 2018*.

.../...



- **Se doter des outils pour identifier les risques et qualifier les actifs selon une taxonomie éprouvée**, qui indique le degré d'exposition au risque climatique, afin de rendre le financement des activités à faible teneur en carbone plus transparent et empêcher les pratiques d'écoblanchiment.

In fine, il s'agit de renforcer la coopération internationale pour favoriser une transition équitable au niveau mondial, en portant notamment une attention particulière aux pays émergents et aux économies en développement qui sont généralement plus durement touchés par le risque climatique et davantage confrontés aux risques environnementaux au sens large.

4 La technologie n'est pas perçue comme une menace mais comme un défi

Plus de la moitié des Français voient la technologie créer autant d'emplois qu'elle en détruit

Pour 57% des Français, les progrès de la technologie et le développement de l'économie numérique créeront et détruiront simultanément des emplois. Pour 10% des personnes interrogées, ces changements vont davantage créer que supprimer des emplois, alors que 31% anticipent plutôt une destruction nette d'emplois. Il s'agit d'un résultat globalement positif sur un sujet plutôt complexe et avec des effets incertains sur le long terme.

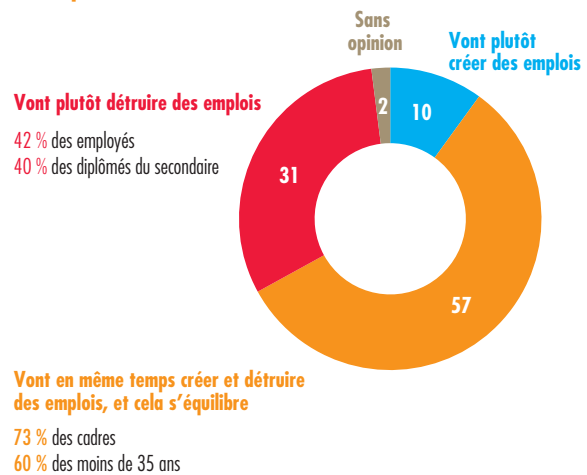
Ces résultats sont également assez stables par tranche d'âge et par genre, des différences émergeant plutôt selon le niveau d'étude et les professions exercées (72% des cadres supérieurs par exemple prévoyant plutôt des effets équilibrés sur l'emploi, contre 42% des ouvriers anticipant des effets nets négatifs).

Le progrès technologique n'est pas perçu comme une menace pour l'emploi par les actifs qui demandent toutefois à être mieux accompagnés

Deux questions supplémentaires sur le lien entre progrès technologiques et numériques et emploi ont été posées uniquement aux actifs parmi les sondés (534 sur 1 005 individus). La première portait sur l'éventuelle menace que ces changements représenteraient pour l'emploi ou le secteur d'activité du répondant. Moins d'un quart des actifs se disent menacés. Ces résultats agrégés montrent cependant des différences assez

G7 Nouvelles technologies et création/destruction des emplois (en %)

Diriez-vous que les progrès de la technologie et le développement de l'économie numérique **vont plutôt créer des emplois**, **vont plutôt détruire des emplois** ou **vont en même temps créer et détruire des emplois, et cela s'équilibre** ?



Sources : Banque de France – TNS Sofres.

marquées selon l'âge (55% des plus de 65 ans se sentent menacés, alors que 82% des moins de 35 ans ne le seraient pas) et un peu moins selon le niveau d'étude et la catégorie d'emploi, avec les plus éduqués et les PCS+ globalement plus optimistes sur l'impact du progrès technologique sur leur emploi.

La deuxième question portait sur l'accompagnement et la formation pour faire face à ces changements. Les résultats sont ici moins positifs, avec 41% des actifs disant être plutôt mal ou très mal accompagnés et formés. Parmi les personnes qui pensent que leur emploi ou



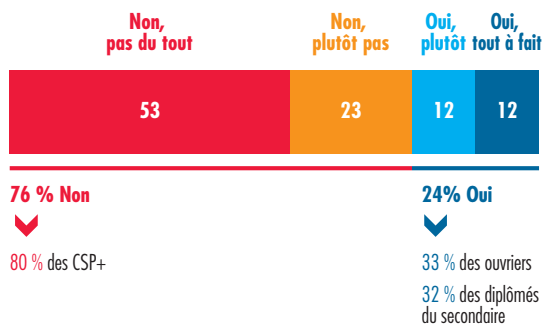
secteur d'activité est menacé (cf. question précédente), la moitié se sent aussi mal accompagnée et formée. Au total, ce sont donc seulement 12 % des actifs qui se sentent à la fois menacés et dépassés par les progrès

technologiques et numériques, ce qui constitue un résultat plutôt positif sur un sujet qui divise l'opinion publique et dont les effets à moyen et long terme sur l'emploi sont encore incertains (cf. encadré 5).

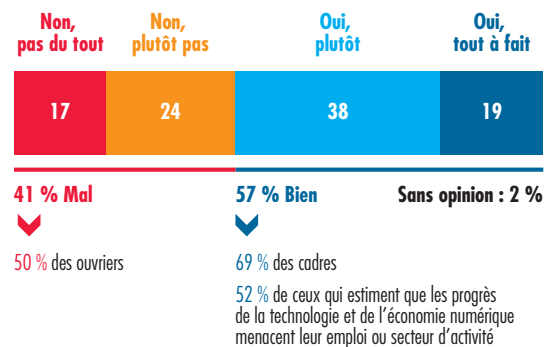
G8 Les actifs face aux progrès technologiques et numériques

(en %)

a) Considérez-vous que **les progrès de la technologie et le développement de l'économie numérique menacent votre emploi ou votre secteur d'activité ?**



b) Diriez-vous que, **vous êtes très mal, plutôt mal, plutôt bien ou très bien** accompagné(e) et formé(e) pour vous adapter professionnellement aux changements technologiques et numériques ?



Sources : Banque de France – TNS Sofres.

ENCADRÉ 5

Comment le numérique bouscule l'emploi en France ?

Les effets de la révolution numérique sur l'emploi étaient le sujet de l'une des conférences des Journées de l'économie 2019¹, animée par Gilbert Cette, directeur général adjoint à la Banque de France. Parmi les invités à cette table ronde, Selma Mahfouz, directrice de la Dares², et Céline Antonin, économiste-chercheuse à l'OFCE³, ont présenté quelques résultats et chiffres sur l'impact de ces changements sur le marché du travail en France, résumés ci-après.

En premier lieu, quand on parle de révolution numérique, on se réfère à un large spectre de changements dans le monde du travail, qui vont de la diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les années 1990 à l'arrivée plus récente de l'intelligence artificielle (IA). En France, selon un rapport de la Dares/Insee⁴, 800 000 personnes travaillent dans les métiers du numérique (3 % des emplois totaux), dont une grande partie sont des cadres (61 %), des hommes (77 %), plus jeunes que la moyenne des employés (39 ans) et travaillant en Île-de-France (40 %). Concernant l'avenir de l'emploi, l'OCDE⁵ estime que 16,4 % des salariés français ont un métier avec une probabilité élevée d'automatisation et environ 33 % des emplois sont sujets à un risque sensible de changement.

1 La vidéo de la conférence est disponible ici : <http://www.touteconomie.org/index.php?arc=dc037b#1>

2 Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques.

3 Observatoire français des conjonctures économiques.

4 Cf. <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/autres-publications/article/data-scientists-community-managers-et-informaticiens-quels-sont-les-metiers-du>

5 <http://www.oecd.org/employment/outlook/>

.../...



Dans la littérature académique, l'impact de ces changements sur l'emploi est ambigu, car, d'une part, le numérique remplace des tâches et des emplois mais, d'autre part, il produit des gains de productivité qui créent un besoin de développer de nouvelles activités. Il est certain qu'il y a à la fois des gagnants et des perdants, avec une forte polarisation de l'emploi et une augmentation des inégalités de revenus. Il a été observé ⁶ aux États-Unis, lors des dernières décennies, une croissance des emplois les moins et les plus qualifiés au détriment des emplois moyennement qualifiés, qui sont caractérisés par des tâches routinières, pouvant donc être remplacées par des machines. Ce sont en particulier les moins éduqués qui ont basculé vers des emplois moins qualifiés qu'auparavant, alors que les plus éduqués se sont tournés vers des emplois plus qualifiés. La révolution numérique et l'automatisation génèrent donc un meilleur rendement de l'éducation, toutes choses égales par ailleurs.

Les travaux de Céline Antonin et de ses coauteurs portant sur la France révèlent qu'au niveau agrégé un robot supplémentaire supprimerait environ dix emplois en France ⁷, contre six aux États-Unis selon une étude d'Acemoglu et Restrepo (2017) ⁸. Mais au niveau de l'usine, l'automatisation aurait un impact positif sur l'emploi, spécialement pour les emplois qualifiés ⁹. La raison de cette apparente contradiction entre résultats macroéconomiques et microéconomiques est qu'un certain nombre d'usines ferment suite à la diffusion de l'automatisation : ce sont celles qui s'automatisent le moins et dont la fermeture détruit donc des emplois au niveau agrégé.

Ces résultats montrent globalement que l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi dépend largement des politiques mises en place sur le marché du travail et en matière d'éducation pour accompagner ces changements. Il apparaît notamment nécessaire de transformer et de repenser les métiers existants (en favorisant la complémentarité entre humains et machines) et de développer de nouvelles compétences, avec des diplômes et des formations adaptés.

6 Autor (D.) (2019), « Work of the Past, Work of the Future », *NBER working paper*, n° 25588.

7 Aghion (P.), Antonin (C.) et Bunel (S.) (2019), « Intelligence artificielle, croissance et emploi : le rôle des politiques », *Économie et Statistique/Economics and Statistics*, 510 511 512, 149-164.

8 Acemoglu (D.) et Restrepo (P.) (2017), « Robots and Jobs: Evidence from US Labor Markets », *NBER Working Paper*, n° 23285.

9 Aghion (P.), Antonin (C.), Bunel (S.) et Jaravel (X.) (2019), « What is the impact of automation on Employment? New evidence from France », *mimeo*.

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Nelly Noulin

Directeur de la publication

Gilles Vaysset

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

Rédaction en chef

Céline Mistretta-Belna

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://publications.banque-france.fr/>

Rubrique « Abonnement »

